



Mercredi 7 octobre 2015

Communiqué de presse de Jean-Pierre BLAZY Député-maire de Gonesse

Jean-Pierre BLAZY, député du territoire aéroportuaire de Roissy, demande à l'État de nommer un médiateur dans le conflit d'Air France

Les scènes de violence à la suite de la réunion du comité central d'entreprise (CCE) de lundi dernier doivent bien sûr être condamnées. Un dialogue social aussi conflictuel ne peut être une solution pour la pérennité de la compagnie et l'image de celle-ci en est égratignée. Mais il faut aussi comprendre l'exaspération du personnel après plusieurs vagues de suppressions d'emplois ces dernières années qui devaient améliorer la compétitivité de l'entreprise. Manifestement, le chèque du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) qui s'élève à 66 millions d'euros pour l'année 2014 versé à la compagnie par l'État n'est pas d'une grande utilité.

Les véritables solutions pour Air France ne résident pas essentiellement dans la course à l'amélioration de la productivité. Le rapport du député Bruno Le Roux l'a démontré. Des propositions ont été formulées.

Il faut que l'État prenne ses responsabilités. Au niveau européen, il est important qu'il y ait une position de l'Europe par rapport aux pays du Golfe qui subventionnent leurs compagnies et sur la question du dumping social de l'activité low-cost qui nivelle l'ensemble des conditions d'emploi du secteur par le bas. Le succès économique de ces compagnies repose en effet sur une réduction drastique de la plupart des coûts, en particulier ceux afférents au personnel. Elles sont aussi décriées pour leurs techniques d'optimisation sociale, en contournant le droit européen, voire en y dérogeant. L'Union européenne doit riposter pour protéger les compagnies européennes.

L'État actionnaire doit lui trouver des réponses en particulier dans le cadre des propositions du rapport Le Roux. Face aux tensions sociales d'une part et à l'urgence de trouver des réponses d'autre part, « **je propose la nomination immédiate d'un médiateur chargé à la fois d'apaiser les tensions et de rechercher des solutions pour une sortie rapide du conflit.** »